

# CONFÉRENCES ET COLLOQUES DU MOIS DE FÉVRIER 2026

## À LA COUR DE CASSATION

---

*Les conférences et colloques mentionnés ci-dessus seront également diffusés en direct sur le site internet et les réseaux sociaux de la Cour.*

---

- La « **Troisièmes rencontres du dommage corporel** » se tiendra le lundi 2 février 2026 de 09h à 17h00 à la Cour de cassation. Les inscriptions sont possibles à l'adresse suivante : [Troisièmes rencontres du dommage corporel | Cour de cassation](#)
- Le colloque « **L'effectivité des droits** » se tiendra le vendredi 6 février 2026 de 09h30 à 12h30 au Conseil d'État. Les inscriptions sont possibles à l'adresse suivante : [L'effectivité des droits | Cour de cassation](#)
- Le colloque « **Revisiter l'internationalité du contrat** » se tiendra le lundi 9 février 2026 de 09h à 18h00 à la Cour de cassation. Les inscriptions sont possibles à l'adresse suivante : [Revisiter l'internationalité du contrat | Cour de cassation](#)
- Le colloque « **Dix ans de la réforme du droit des contrats : de l'ordonnance à la jurisprudence** » se tiendra le mercredi 11 février 2026 de 09h à 17h30 à la Cour de cassation. Les inscriptions sont possibles à l'adresse suivante : [Dix ans de la réforme du droit des contrats : de l'ordonnance à la jurisprudence | Cour de cassation](#)
- La conférence « **Conférence inaugurale - Justice et honneur au Moyen-Âge (XIII<sup>e</sup> - XVe siècle)** » issue du cycle « Justice et honneur » se tiendra le jeudi 12 février 2026 de 16h00 à 18h00 à la Cour de cassation. Les inscriptions sont possibles à l'adresse suivante : [Conférence inaugurale - Justice et honneur au Moyen-Âge \(XIII<sup>e</sup> - XVe siècle\) | Cour de cassation](#)
- La conférence « **De Nuremberg à la CPI : l'entreprise sanctionnée par les juridictions pénales internationales** » issue du cycle « Entreprises et droits humains » se tiendra le jeudi 12 février 2026 de 16h00 à 19h00 à la Société de législation comparée. Les inscriptions sont possibles à l'adresse suivante : [De Nuremberg à la CPI : l'entreprise sanctionnée par les juridictions pénales internationales | Cour de cassation](#)